

PLAN BORLOO L'ESPRIT SANS LA LETTRE

Attendu depuis des mois, le plan "Borloo" pour les banlieues a été présenté le 26 avril. Un plan qui prône la nécessité d'une "réconciliation nationale" entre la France et ses quartiers. Et si les acteurs sociaux mesurent l'urgence des actions requises sur le terrain, le Président de la République ne semble pas prêt de vouloir mettre en musique les propositions de l'ancien ministre de la Ville.

PAR CHRISTOPHE ROBERT

Maire de Valenciennes durant plus de 13 années, avant de devenir ministre sans interruption de mai 2002 à novembre 2010, en particulier chargé des questions de la politique de la ville et de la cohésion sociale, Jean-Louis Borloo n'est pas le moins bien placé pour connaître les difficultés spécifiques des banlieues. C'est d'ailleurs à lui que l'on doit la création de l'Agence nationale de la rénovation urbaine (Anru) ou encore les mesures fiscales incitatives en faveur du logement social. Aussi était-il cohérent que le Président de la République confie à l'ancien ministre, le 14 novembre 2017, l'élaboration de son "plan de bataille" pour la politique de la ville.

DES RÉALITÉS BIEN CONNUES

Allait-on enfin sortir des mesures cosmétiques pour une politique de rupture avec les erreurs du passé ? À commencer par régulièrement rebaptiser ces quartiers avec des sigles qui font peur : quartiers difficiles, zones urbaines sensibles (ZUS), zones de redynamisation urbaines (ZRU) puis quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPPV) depuis 2015. Des mots pour désigner aujourd'hui un peu plus de 1 500 zones réparties dans 700 communes où vivent 5,5 millions d'habitants, avec quatre habitants sur dix qui ont moins de 25 ans.

Comme les nouvelles mesures succèdent aux anciennes sans rencontrer beaucoup plus de succès, sur le terrain, c'est dorénavant les élus eux-mêmes qui finissent par jeter l'éponge. À l'instar de Stéphane Gagnon, maire de Sevran depuis 2001 qui, las de dénoncer l'incapacité des différents gouvernements à avancer sur la question des banlieues, a décidé de rendre son écharpe de maire, le 27 mars dernier. "C'est très fatigant de se battre pour des projets, puis de se retrouver face à des gens qui n'ont pas envie que ça avance, notamment les services de l'État", explique-t-il. Une pilule d'autant plus difficile à avaler pour l'ancien édile que, dans son département de la Seine-Saint-Denis, selon les communes, entre 25 et 40 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté.

UN "PLAN DE BATAILLE" ATTENDU

On comprend mieux dans un tel contexte que le plan Borloo, annoncé en fanfare depuis plusieurs



mois, était attendu de pied ferme sur le terrain. À défaut de constituer une véritable révolution, ce rapport a déjà le mérite d'être différent. Sur la forme d'abord, il constitue le fruit d'un travail de concertation avec des élus de terrain. Sur le fond, l'objectif affiché apparaît déroutant : "vivre ensemble, vivre en grand", proclame ce rapport qui appelle de ses vœux ni plus ni moins qu'"une réconciliation nationale". Sur plus de 160 pages, le plan Borloo détaille donc 19 programmes : de la rénovation urbaine à la mobilité, en passant par la promotion du sport, la lutte contre les discriminations ou encore la création de nouvelles places de crèche. Rien de bien nouveau à première vue, si ce n'est quelques propositions aussi originales qu'inattendues. Comme l'idée de créer une "Académie des leaders", présentée comme "une nouvelle grande école" à l'image de l'École nationale d'administration (Ena) mise en place par De Gaulle à la Libération, mais cette fois-ci destinée à 500 jeunes garçons et filles de moins de 30 ans issus des quartiers prioritaires de la ville. But de l'opération, permettre à ces nouveaux jeunes talents d'"innover et fertiliser la haute fonction publique". Ou encore la création de 216 "Maisons

QUESTIONS À AZOUZ BEGAG

Écrivain*, chercheur en économie et en sociologie, ancien ministre délégué à la Promotion de l'Égalité des chances, Azouz Begag suit depuis longtemps les questions liées aux banlieues.

Le Jas : Que vous inspire le récent plan Borloo ? Constituez-vous selon vous un rapport de plus ou un pari ambitieux pour les banlieues ?

Azouz Begag : Ce n'est qu'un rapport de plus. D'abord les politiques ne vont pas suivre et ensuite les milliards annoncés n'arriveront jamais. Pour une raison simple, c'est que le peuple n'y est pas associé. Conseils citoyens, tables des quartiers et autres initiatives mises en place par la loi sur la politique de la ville de 2014 n'ont rien changé. Le problème de fond réside dans un déficit de citoyenneté majeur dans nos quartiers qui reflète d'ailleurs un déficit de démocratie dans la société française en général. Tant que tous les habitants ne participeront pas aux élections locales, municipales, départementales et régionales, pour désigner les représentants des institutions locales pour lesquels ils payent leurs impôts, on restera à côté de la plaque. Le meilleur moyen de changer de paradigme à propos des banlieues est de faire en sorte que chaque habitant de ces quartiers soit maître de son destin. Instaurer le vote obligatoire pour tous les habitants aux élections locales, voilà une mesure qui serait bien plus efficace et bien moins coûteuse que des plans successifs à plusieurs milliards d'euros. Rien ne pourra changer tant que les habitants des banlieues pour lequel on fait des investissements massifs depuis 40 ans n'auront pas voix au chapitre. Quelques intellectuels se sont prononcés en faveur du rapport Borloo. Parmi eux, pas un n'a vécu en banlieue. Ce ne sont pas des animateurs de quartier, pas des Karim, Mohamed, Saïd ou Walid mais cinq intellectuels qui saluent ce rapport ! J'aurais préféré que le gouvernement missionne un jeune de 25 ans avec sa petite équipe issue des quartiers. Lui au moins aurait fait un boulot véritablement novateur.

Le Jas : Vous avez été ministre délégué à la Promotion de l'Égalité des chances. Dix ans plus tard, pensez-vous que la situation s'est améliorée dans les banlieues ?

A.B. : Au contraire, la situation ne cesse de s'aggraver. Et c'est toujours le Front national qui est aux portes du pouvoir politique. Depuis des décennies, 50 % de la population carcérale demeure composée d'habitants issus des banlieues d'origine maghrébine. Mais face à

cette réalité, on préfère se consacrer à d'autres questions comme celle des transports. C'est un faux problème, les transports fonctionnent parfaitement dans la plupart des cas et ce n'est pas cela qui empêchera certains jeunes d'être attirés par la délinquance. Le plan Borloo préconise la mise en place d'une académie des Leaders. Et pourquoi pas une académie des dealers pendant qu'on y est ! Cela m'exaspère de voir que l'on cherche encore à reconstruire du neuf sur des fondations bancales.



Le Jas : Quelles mesures souhaiteriez-vous voir mises en place dans nos banlieues ?

A.B. : Commençons déjà par apprendre à écouter les propositions des habitants si l'on veut véritablement reconquérir la République dans les banlieues. Dans nos quartiers, les jeunes ont énormément d'aptitude pour les langues étrangères. En matière d'employabilité, par exemple, il faudrait que l'apprentissage du Chinois soit obligatoire dans les collèges des quartiers. On sait tous que les chances d'un jeune discriminé par son quartier sont minces pour décrocher un emploi. Mais si

ces jeunes pouvaient dire à leurs futurs employeurs, "Oui je viens d'une cité, mais je parle le Chinois", ce serait une véritable révolution et nos jeunes trouveraient du boulot tout de suite. Si l'on veut vraiment mettre le paquet sur l'éducation en banlieue, il faut par ailleurs impérativement allécher les enseignants en matière de rémunération. Il est devenu plus qu'urgent de revaloriser ce que représente aujourd'hui le fait d'être enseignant dans les quartiers. Que nos professeurs soient enfin rémunérés à hauteur des ambitions politiques ! Enfin, il est galvaudé de ressasser que les quartiers ne vivent que dans un repli identitaire. Je connais des dizaines de jeunes qui partent aux Émirats arabes unis ou à Dubaï pour y travailler. Ces jeunes ne se complaisent pas dans l'inactivité mais cherchent bien à construire leur avenir. Le contexte n'est plus le même qu'il y a 20 ans. Le téléphone portable et l'accès direct à Internet ont totalement changé la donne. On ne peut pas aujourd'hui se contenter de rebâtir de la République à partir de ce qui n'a pas fonctionné il y a 20 ans. Nous sommes dans un nouveau paradigme.

* Auteur d'une cinquantaine de romans et d'essais, dont *Le Gone du Chaâba*, *Un mou-ton dans la baignoire* et le tout récent *Mémoires au soleil*.

Marianne”. Il s’agirait ici de lutter dans les quartiers contre “les idées d’inégalité des sexes et de séparation des genres dans l’espace public, comme un nouvel apartheid”, explique le rapport. Aussi ces “maisons” seraient-elles instaurées au bas des immeubles dans le but d’accueillir des associations qui promeuvent l’égalité et qui accompagnent les femmes dans l’insertion professionnelle. Autre mesure symbolique proposée dans ce plan, l’instauration d’une “Cour d’équité territoriale”. Certes, ses contours apparaissent pour le moins nébuleux, mais l’idée consiste à exiger de tout responsable public (administrations d’État, collectivités, opérateurs...) de “prouver, chiffres à l’appui, qu’il a mis en œuvre les moyens susceptibles de contribuer à réduire les inégalités d’accès aux services publics”. Dont acte.

Sitôt publié, ce plan n’a pas manqué de susciter quelques encouragements. À commencer par celui du neuropsychiatre Boris Cyrulnik, de la philosophe Cynthia Fleury, de l’écrivain fondateur des Zèbres Alexandre Jardin, du sociologue Edgar Morin et de l’écrivain Daniel Pennac. Cinq intellectuels venus saluer dans les colonnes du JDD “un plan pour réconcilier le pays, capable de rompre avec les dispositifs accumulés, entassés, sédimentés, inefficaces, contradictoires, éparpillés puis enterrés”. Un enthousiasme partagé par France Urbaine et l’Assemblée des Communautés de France (AdCF). Dans la foulée de la présentation du rapport Borloo, les deux associations nationales ont même convenu d’un “Pacte de Dijon” afin de témoigner de leur engagement solidaire en matière de cohésion urbaine et sociale. “Tandis que la situation économique de notre pays tend à s’améliorer, il est urgent que les habitants de nos quartiers en difficulté en bénéficient autant voire plus que les autres”, s’accordent ainsi France urbaine et l’AdCF.

Mais c’est aussi sous le feu des critiques qu’a été accueilli ce plan. Des critiques parfois virulentes émises par des acteurs connaissant bien les problématiques des banlieues. À l’instar de Michel Segal, professeur de mathématiques auteur de trois livres brûlots sur l’école ⁽¹⁾. “Le plan ‘banlieues’ proposé par Jean-Louis Borloo fait appel aux mêmes recettes appliquées dans les années 1980 qui ont mené aux émeutes de 2005”, commente



Sitôt publié, le plan Borloo a suscité autant d’encouragements que de sévères critiques.

l’auteur qui n’hésite pas à enfoncer le clou : “La question est donc de savoir si nos dirigeants sont aveugles ou de mauvaise foi”. “Cet inventaire à la Prévert est une énumération de contre-sens à la mode”, surenchérit Alexandre Devecchio, auteur de l’ouvrage *Le Jour où la France tremblera*. Sévère critique encore du côté de l’ancien président de SOS Racisme Malek Boutih. Pour l’ancien député de l’Essonne, emporté par la vague En Marche lors des dernières élections législatives, “ce rapport est voué, comme tout ce qui a été entrepris précédemment, à un échec profond”.



Aucun plan de mobilisation pour les banlieues n'a finalement été annoncé le 22 mai.

banlieues. Mais alors que chacun attendait un véritable “plan de mobilisation” annoncé quelques semaines auparavant par le Premier ministre, c’est plutôt une décision de délibéré qu’a pris le Président de la République. Rien de très surprenant car dès le départ, l’affaire semblait plutôt mal engagée. Alors que c’était bien le président de la République qui avait chargé l’ancien ministre de rédiger un rapport sur les banlieues, c’est à son premier ministre que Jean-Louis Borloo a remis son travail le 26 avril. “Que deux mâles blancs ne vivant pas dans ces quartiers s’échangent l’un un rapport, l’autre disant ‘on m’a remis un plan’ Ce n’est pas vrai. Cela ne marche plus comme ça”, a commenté le Président, le 22 mai. “Les gens qui vivent dans les quartiers sont les acteurs de ce sujet. Ils ont envie de faire et ont une bonne partie des solutions qui ne sont parfois pas reconnues. Ce sont ces solutions qui doivent être facilitées et portées”, considère-t-il. Fermez le ban.

En définitive, il n’a pas été retenu grand-chose, pour ne pas dire rien du tout, du rapport Borloo dans l’immédiat. Présenté de manière sans doute un peu excessive par son auteur comme celui de “la dernière chance”, ce rapport aura tout de même eu le mérite de poser deux questions essentielles : Combien d’années encore laissera-t-on les quartiers livrés à la tentation communautaire ? N’est-il pas plus que temps de miser sur les talents de la jeunesse des quartiers pour dynamiser notre pays ? C’est désormais aux responsables politiques qu’il revient de répondre à ces questions. Et vite. Car sur le terrain, l’heure n’est plus à l’attente mais bien à la colère. ■

“Parce qu’il est basé sur une erreur d’analyse fondamentale qui consiste à penser que la banlieue dysfonctionne sur l’encadrement, le social, l’économie, alors que dans ces territoires, c’est la République qui est en train de s’effondrer”. Pour Malek Boutih, point de salut dans nos banlieues sans “commencer par y rétablir un ordre républicain social”. À défaut, prévient-il, “il y aura trois ou quatre expériences pilotes, du grain à moudre pour les éditorialistes, mais la décomposition, elle, va suivre son cours”. D’ailleurs, dans leur dernier ouvrage, *La part du ghetto*, Manon Quéroil-Bruneel et Malek Dehoune, montrent que les quarantenaires des cités sont unanimes à dénoncer “une longue descente dans les abîmes du communautarisme et de la ghettoïsation”.

À QUAND LA RÉFORME ?

Le mardi 22 mai, devant un parterre d’élus locaux et de responsables associatifs, Emmanuel Macron a livré sa vision en matière de développement des

(1) *Autopsie de l’école républicaine* (2008), *Violences scolaires : responsables et coupables* (2010), *Collège unique : l’intelligence humiliée* (2012).